

 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	Premier ministre COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES	MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES	MINISTÈRE DE LA CULTURE
---	--	--	----------------------------



## C'est mon patrimoine ! 2018 en région Hauts-de-France

### Appel à projets et modalités de candidature

*C'est mon patrimoine !* est un dispositif piloté, au niveau national, par la direction générale des patrimoines (DGP) du ministère de la culture (MC), et le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Au niveau de la région Hauts-de-France, il est piloté par la direction régionale des affaires culturelles Hauts-de-France (DRAC) et la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Hauts-de-France (DRJSCS), en collaboration avec les préfetures de département et les directions départementales de la cohésion sociale (DDCS). *C'est mon patrimoine !* est un dispositif de mixité sociale à destination de la jeunesse, le dispositif conserve un objectif minimal de 60% des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville apprécié au niveau de chaque région.

En 2018, la généralisation de l'éducation artistique et culturelle (EAC), voulue par le président de la République et le gouvernement, vient renforcer cet objectif de démocratisation culturelle.

Ce plan national tend à favoriser le développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes en temps scolaire et en temps de loisirs, à combattre les inégalités territoriales, sociales et familiales qui freinent aujourd'hui l'accès à l'éducation artistique et culturelle, et à aller vers les espaces les plus éloignés de l'offre culturelle, en particulier les zones urbaines sensibles et les zones rurales isolées.

### Les objectifs :

Les patrimoines (architecture, musées, monuments, archéologie, patrimoine immatériel, paysages, archives, etc.) sont présents sur l'ensemble des territoires et s'inscrivent dans une proximité étroite avec les habitants.

Afin de permettre leur appropriation dès le plus jeune âge, l'accès aux patrimoines occupe une place significative et structurante dans les parcours d'éducation artistique et culturelle à destination des enfants et adolescents, et constitue l'un des leviers des politiques territorialisées de démocratisation culturelle.

Le dispositif s'intègre, de ce fait, dans les parcours d'éducation artistique et culturelle tels que définis dans la loi du 8 juillet 2013, et repose sur les trois piliers de cette politique prioritaire que sont la rencontre avec les artistes et les oeuvres, la connaissance des arts et du patrimoine, la pratique artistique.

S'appuyant sur l'intervention de professionnels du monde des arts et de la culture, du patrimoine et du champ social, *C'est mon patrimoine !* doit permettre aux jeunes et à leurs familles de s'approprier de façon originale les lieux patrimoniaux, leur histoire et leurs collections.

## Les bénéficiaires :

Le dispositif est destiné aux jeunes de 6 à 18 ans et , plus particulièrement, aux adolescents.

Les bénéficiaires seront majoritairement issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les projets touchant d'autres publics éloignés pourront être financés sur d'autres crédits, notamment apportés par le ministère de la culture.

Les parents et les familles pourront être associés à la réalisation du projet, notamment lors de la phase de restitution en aval du projet, et un pass ambassadeurs pourra être offert à chaque jeune afin qu'il puisse revenir dans l'établissement patrimonial en famille, avec une gratuité pour 2 adultes qui l'accompagneront.

Dans le cadre de partenariats avec des structures d'accueil spécialisées, le dispositif est également ouvert aux jeunes placés sous main de justice, aux jeunes en situation de handicap, ainsi qu'aux jeunes réfugiés et migrants.

Il est souhaité que l'effectif global de jeunes concernés par l'action soit significatif.

## Caractéristiques du projet:

Le projet est avant tout le fruit d'une élaboration commune, rassemblant deux partenaires au minimum. Par exemple : structure patrimoniale d'accueil du projet et structure de loisir ou structure du champ social travaillant régulièrement avec le public ciblé.

Tout projet ne mentionnant pas un partenaire minimum associé au porteur de projet ne pourra être pris en compte (deux services différents d'une même collectivité, patrimoine et jeunesse par exemple, peuvent par dérogation être considérés comme partenaires).

Dans cette logique partenariale, une formation préalable est attendue pour chaque projet à destination des différents acteurs, notamment les animateurs encadrant les jeunes. Cette formation peut être dispensée par l'établissement patrimonial porteur du projet, par une structure d'accueil de jeunes ou par un réseau d'éducation populaire. Ceci dans le cadre d'un seul projet ou pour plusieurs projets mutualisés au sein d'un territoire plus vaste .

Les activités se dérouleront sur un site patrimonial (ou plusieurs). Le projet peut être porté juridiquement par l'établissement patrimonial ou par un tiers-opérateur.

Toute forme de médiation innovante ou du moins fortement incitatrice sera recherchée, l'activité proposée doit éveiller la curiosité des jeunes participants et leur donner envie de renouveler l'expérience.

Chaque jeune bénéficiera d'une découverte du patrimoine concerné, complétée par une pratique artistique, dans la dynamique des trois piliers de l'EAC.

## Financement :

Le projet reposera sur plusieurs financements (Etat, collectivités territoriales, mécénat, etc.). Il est rappelé que les subventions de l'État ne peuvent couvrir plus de 80 % du budget prévisionnel du projet.

Pour les structures ayant participé en 2017, il est précisé qu'un subventionnement n'est pas pour autant automatiquement reconduit en 2018. Si une décision de subventionnement est prise, sur l'exercice 2018, celui-ci reste conditionné à la présentation du bilan et du budget réalisé - 2017.

## Temporalité :

Les activités se dérouleront durant le temps extrascolaire. Le projet global se déploiera sur au moins 7 journées ( pour une participation à la journée ou sous forme de stage/session/séjour de plusieurs jours.)

Le projet fera l'objet d'une restitution. Cette restitution pourra prendre la forme d'une exposition ou une manifestation de tout autre type (spectacle vivant avec présence des jeunes sur le plateau ou projection d'une oeuvre réalisée par / avec eux, par exemple) avec un temps plus "officiel", de type

inauguration ou vernissage, impliquant également les jeunes. Les familles et un public élargi y seront, à chaque fois que possible invités voire associés.

La réalisation du projet fera, par ailleurs, l'objet d'une valorisation sur le site internet de l'établissement patrimonial.

### Pour candidater :

Les éléments à fournir sont :

- Dossier de candidature (formulaire ci-joint) :

- ⑩ Fiche de présentation détaillée du projet par les partenaires : présentation synthétique puis détaillée du projet, lieu de réalisation, autres partenaires éventuels, nombre de bénéficiaires, moyens humains et personnels affectés au suivi de l'action et comment les jeunes seront mobilisés.
- ⑩ Calendrier prévisionnel des actions projetées, temps de formation et temps de restitution
- ⑩ Modalités d'évaluation du projet (indicateurs quantitatifs et qualitatifs)
- ⑩ Présentation et/ou CV des intervenants artistiques ou professionnels du champ culturel ou patrimonial
- ⑩ Budget prévisionnel de l'action 2018 faisant apparaître distinctement les coûts des moyens matériels et humains
- ⑩ Fiche bilan et budget réalisé pour un projet ayant été soutenu dans le cadre du programme C'est mon patrimoine! 2017

### Contacts et envoi des dossiers :

Contacts :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Hauts-de-France>  
[www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.drjscs.gouv.fr)

Date limite de réception des dossiers : **le 23 février 2018**

Les éléments sont à envoyer aux adresses suivantes :

[ptic.drac.hauts-de-france@culture.gouv.fr](mailto:ptic.drac.hauts-de-france@culture.gouv.fr)

[nathalie.nguyen@drjscs.gouv.fr](mailto:nathalie.nguyen@drjscs.gouv.fr)

Les candidats retenus seront informés au mois de mars 2018